



NOTRE DOSSIER: GILETS JAUNES, SIX MOIS DE RÉVOLTE DES OUBLIÉS REPORTAGE

À Commercy, les «gilets jaunes» expérimentent la démocratie directe de l'assemblée populaire

Dans cette petite ville de la Meuse, les « gilets jaunes » ont créé depuis deux mois une assemblée populaire et citoyenne. Le modèle fait école : le 26 janvier, une trentaine de délégations venues de toute la France se réuniront à Commercy. Reportage sur ce que certains gilets jaunes définissent comme un « municipalisme libertaire ».

François Bonnet

11 janvier 2019 à 19h35

Commercy (Meuse), de notre envoyé spécial. – Il est 17 h 30 ce mercredi, la nuit vient tout juste de tomber, et l'assemblée générale peut commencer. Une cinquantaine de « gilets jaunes » sont massés autour de braseros devant la « cabane » également dénommée « chalet de la solidarité ». C'est une cabane de planches construite dès le 20 novembre dernier, sur la place centrale de Commercy, à une portée de slogan de la mairie. Durant deux bonnes heures, un solide ordre du jour va être examiné, rythmé par des votes successifs.

Petite ville ouvrière (5 700 habitants), ayant vécu deux décennies de crise et d'effondrement industriel, Commercy s'est fortement mobilisée comme tout le reste du département de la Meuse dès le 17 novembre. « *Les trois principaux ronds-points donnant accès à la ville ont été bloqués et puis des centaines de personnes ont continué. Et ça ne s'arrêtera plus !* » résume René, qui est ce soir l'un des deux animateurs de l'« assemblée populaire », accompagné d'un modérateur et d'un jeune chargé du compte-rendu qui sera le lendemain posté sur Facebook sur la [page du groupe « Gilets jaunes de Commercy »](#).



Le «chalet de la solidarité», place Charles de Gaulle à Commercy. © (FB. Mediapart)



Au «chalet de la solidarité de Commercy», un appel à venir donner ses revendications. © FB. Mediapart

Mais dans cette mobilisation des gilets jaunes, ceux de Commercy se sont très vite distingués en s'organisant en « assemblée populaire » et avec un slogan : « *Le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple* ».

Quand le gouvernement s'en prenait à un mouvement incapable de désigner des représentants, Commercy revendiquait justement cette démocratie directe. « *Nous ne voulons pas de représentants qui finiraient forcément par parler à notre place ! Nous construisons un système nouveau où "ceux qui ne sont rien", comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent. Si on nomme des représentants et des porte-parole, ça finira par nous rendre passifs. Reprenons le pouvoir sur nos vies, vive les gilets jaunes dans leur diversité !* » écrivaient-ils dans un premier appel public relayé dans toute la France.

Le 29 décembre, le mouvement lançait un deuxième appel. Se félicitant de cette « *lutte aussi suivie, aussi soutenue et aussi encourageante* », ils proposaient d'organiser à Commercy une « *assemblée des assemblées* ». « *Certains s'autoproclament représentants nationaux ou préparent des listes pour les élections. Notre parole va se perdre dans ce dédale ou être détournée (...) Nous appelons à une grande réunion des comités populaires locaux.* »

Message bien reçu ([lire l'intégralité de l'appel ici](#)) : des réponses sont venues d'un peu toute la France (Saint-Nazaire, [Toulouse](#), [Montreuil](#), etc.). Vingt-cinq groupes se disent déjà prêts à participer et cette assemblée se tiendra samedi 26 janvier à Commercy.

- **Voir ci-dessous le deuxième appel.**

Deuxième Appel des Gilets Jaunes de Commercy : l'assemblée des assemblées ! © Gilets Jaunes Commercy

Depuis deux mois, les gilets jaunes de Commercy expérimentent cette démocratie directe. « *On tâtonne, on avance en marchant, tout ça est assez empirique*, dit Jonathan, présent depuis le début du mouvement. *Au début, on avait une organisation classique : une personne parlait dans le mégaphone, les autres écoutaient. Et puis la sono est tombée en panne, on s'est mis en cercle pour que tout le monde puisse parler et entendre. Petit à petit, on apprend et on améliore nos modes de décision, c'est intéressant.* »

Quelques principes de base ont été posés. D'abord la parité, un équilibre des temps de parole entre femmes et hommes, un tandem femme-homme quand il s'agit de discuter avec les autres groupes de gilets jaunes en Lorraine. « *Exemple, la rédaction de notre deuxième appel. Cela nous a pris une après-midi, nous étions une douzaine de personnes, six hommes, six femmes* », précise Jonathan. Ensuite le recours systématique au vote pour toutes les décisions, des plus importantes au plus anecdotiques (par exemple, faut-il faire fabriquer des porte-clés gilets jaunes ?). Et si le vote ne permet pas de dégager une majorité franche, la discussion se poursuit, des éléments nouveaux sont recherchés et la décision est remise à un vote ultérieur.

« *Ce qu'on découvre, c'est le plaisir de se parler, d'échanger et de se respecter*, dit Mireille, qui alterne les petits boulots. *On ne peut pas être d'accord sur tout mais l'essentiel c'est notre lutte.* » Emmanuelle est, elle, ouvrière dans la principale usine de la ville qui fabrique des pièces pour l'aéronautique. « *Je travaille en trois-huit, peintre en aéronautique, il n'y a pas beaucoup de femmes qui font ça*, précise-t-elle. *Ce que j'aime ici, c'est la solidarité, on se rend compte qu'on est moins isolé, qu'on a des problèmes semblables, et puis il y a aussi la convivialité, chacun fait*

attention à ne pas casser le groupe. »

« Quand j'ai tout payé, il me reste une patate pour faire le mois »

Emmanuelle se définit comme *« gilet jaune à 100 % et seulement gilet jaune »*. Cela sonne comme une mise en garde. *« Je ne veux pas être récupérée. Ne pas être un parti, c'est cela la force de ce mouvement »*, dit-elle. Car dans ce collectif de plusieurs dizaines de personnes, qui s'est soudé durant les semaines de luttes et de manifestations, cohabitent les couleurs politiques les plus diverses : un ancien militant du NPA, un Insoumis de la première heure qui fut même le candidat de la France insoumise aux dernières législatives, des électeurs de la droite, des écologistes qui sont de tous les combats à Bure, dans le département, où est projeté un centre d'enfouissement des déchets nucléaires.

« Oui, et il y a même sans doute des gens qui ont voté Front national parmi nous, dit René, enseignant à la retraite. Et alors ? Nous ne sommes pas là pour demander l'étiquette politique de chacun. Les gens ne veulent plus entendre parler de ça. Ce qui nous rassemble est un combat social et démocratique: contre des impôts injustes, des taxes qui frappent les plus fragiles, pour le pouvoir d'achat, pour un changement complet du système politique. »



Début de l'assemblée générale, mercredi 9 janvier, à Commercy. © FB. Mediapart

Beaucoup racontent comment la CGT est venue les voir pour leur proposer une aide. *« Ils étaient embêtés de voir ce mouvement parti si fort et sans eux, dit Guy. Je les connais bien mais nous en avons parlé et notre réponse a été non. Qu'ils viennent, mais en enfilant un gilet jaune et pas avec l'étiquette syndicale ! Chacun ici doit laisser ses engagements ou ses appartenances à la porte, sinon c'est l'échec assuré. »*

Comment est-il possible, durant deux mois, de ne pas tomber sur des désaccords irréductibles entre des gens

proches de l'extrême gauche ou de l'extrême droite ? « *Ce qui se passe est radicalement nouveau*, dit Claude, lui-même fonctionnaire dans l'administration des finances. *Le peuple a surgi sans prévenir avec de vraies demandes fiscales, sociales, politiques. On ne veut pas se laisser diviser au nom des vieilles forces politiques, des partis. Tout le monde a quelque chose à dire d'intéressant, c'est cela qu'il faut prendre.* »

René, l'ancien enseignant, vient préciser la démarche. Sur l'immigration, par exemple : le mieux est d'éviter la discussion pour ne pas buter sur l'obstacle. Emmanuelle, qui reconnaît bien volontiers qu'il y a des tendances diverses, explique que pour sa part, elle ne « *veut pas entendre parler d'écologie* » et qu'il a fallu recadrer quelques personnes engagées contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. « *Moi, je suis pour le RIC – référendum d'initiative citoyenne – et pour le social ; c'est tout et cela suffit largement à nos journées* », dit-elle.

Chacun assure ainsi avoir laissé quelques-uns de ses engagements personnels à la maison. Au nom d'une cause supérieure, celle des gilets jaunes et d'un mouvement vécu à la fois comme totalement inédit et venu enfin du peuple. « *J'ai du attendre d'avoir 75 ans pour vivre ça, c'est formidable* », dit Alain. Sa vie professionnelle faite de voyages, de journalisme au Moyen-Orient, de photographies lui laisse 980 euros de retraite par mois. « *Et j'ai encore de jeunes enfants ! Donc c'est dur, parfois très dur, mais je ne me plains pas* », dit-il.

Pour lui, le plaisir du groupe de Commercy est de pouvoir enfin parler autrement de politique, sans discuter de partis, d'élections, de représentants.

Des voitures klaxonnent leur soutien, gilet jaune sous le pare-brise. Un homme vient de donner 30 euros. Un autre apporte un sac de victuailles. Un retraité s'arrête à la « cabane », discute. « *J'ai 850 euros de retraite, 420 euros de loyer, les impôts locaux. Quand j'ai tout payé, il me reste une patate pour faire le mois* », résume-t-il. Deux autres personnes arrivent : elles veulent écrire leurs revendications sur le cahier mis à disposition dans le « chalet de la solidarité ».

« *On nous dit que le mouvement s'essouffle, qu'il ne reste à la cabane que les paumés et les sans-famille, je peux vous assurer que non*, dit Guy. *Nous avons pu faire une donation au Téléthon, on a passé une soirée à Metz à distribuer des gants, bonnets, écharpes aux SDF, on fait ici régulièrement des soupes solidaires avec des légumes donnés par les maraîchers. Et tout cela va durer.* »

Commercy, le chant des partisans version lyrique revu par les gilets jaunes © Gilets Jaunes Commercy

Guy a été un des trois à réécrire le chant des partisans version gilet jaune de Commercy (*voir la vidéo ci-dessus*).
« *Une soirée magnifique ! Qu'est-ce qu'on a ri !* » dit-il.

*Ami, entends-tu le vol noir de la finance sur nos paies
Ami, entends-tu la souffrance populaire sans pareille
Ohé, villageois, citadines et banlieusards, c'est l'alarme...*

Et le groupe n'est pas peu fier. Leur chant a été repris jusqu'à Avignon, lors de [la manifestation des femmes gilets jaunes](#) début janvier.

Des « marées jaunes » organisées dans toute la Lorraine

Pourquoi cette expérimentation d'assemblée populaire se fait-elle à Commercy et pas ailleurs ? Personne n'a véritablement la réponse même si des pistes sont avancées par les uns et les autres. Une vieille culture ouvrière dans une ville qui a connu une profonde crise ; une envie de solidarité dans un territoire oublié par les pouvoirs publics ; le réveil d'une ville longtemps à gauche qui a basculé à droite et où les partis classiques sont désintégréés...

Tout cela a sans doute pesé. Tout comme l'existence d'un groupe qui a monté depuis un an une [association dénommée « Là Qu'on Vive »](#). « *C'est un lieu où toute personne est libre de venir sans se sentir jugée pour sa classe sociale, ses origines, ou son genre ; un espace où on peut de nouveau se rencontrer, discuter ensemble, apprendre à se connaître, et surtout : réapprendre à faire ensemble, en partageant savoirs et savoirs-faire, sans qu'il y ait de cheffe.* », dit ce groupe associatif.

Le projet a grandi, l'association vient d'acquérir une maison en centre-ville ([voir le détail ici](#)). Accueil des enfants, soirées, cycles de conférence, invitation de collectifs, d'auteurs ou d'artistes. « *De fait, au fond de notre tête, on rêvait un peu de créer un jour une assemblée populaire* », dit Claude, membre de l'association ayant rejoint la « cabane ». « *Et le mouvement des gilets jaunes est parti, les gens sont sortis dans la rue, c'est allé encore plus vite. On a voulu en faire une colère d'automobiliste contre la taxe carburant, or c'est tout de suite devenu un énorme mouvement social.* »

Est-ce ce collectif « Là Qu'on Vive » qui a théorisé ce que quelques gilets jaunes appellent le « *municipalisme libertaire* » ? « *Non, c'est plus simple que ça*, dit Jonathan, *mais des gens sont venus nous voir, une étudiante belge par exemple, ils nous ont parlé de cela, de différents modes d'auto-organisation, du Chiapas, du Rojava même [région kurde au nord de la Syrie – ndlr]. Nous, nous avançons pas à pas. Il faut prendre le temps, écouter tout le monde et faire que tout le monde décide.* »

Retour à l'assemblée générale de ce mercredi 9 janvier. L'ordre du jour a été inscrit sur un petit tableau. Point 1 : élection de deux porte-parole – un homme, une femme – pour l'« assemblée des assemblées » qui se tiendra le 26 janvier. L'exercice n'est pas simple tant la crainte du chef ou du représentant est forte. « *Ça fait longtemps que je dis qu'il nous faut des représentants ou au moins des porte-parole*, expliquait peu avant Emmanuelle. *On ne veut pas de chef, c'est très bien, mais il faut au moins des référents, des délégués, sinon c'est impossible.* »

Deux personnes seulement se sont portées candidates. Mais faut-il voter pour des candidats ? Faut-il voter pour des gens qui s'expriment bien, qui savent communiquer, demande Mireille, qui n'aime parler en public ? « *Donc pour des beaux parleurs ?* » rétorque un homme. Faut-il tirer au sort, s'en remettre à un vote de préférence ? Le débat s'engage, en témoigne la vidéo ci-dessous.

Gilets jaunes de Commercy. AG du 9 janvier. © Mediapart

Le vote final interviendra deux jours plus tard. Les assemblées générales ont lieu le lundi, le mercredi, le vendredi et le dimanche. Samedi, c'est jour de manif... Car le groupe de Commercy participe aux « marées jaunes » organisées au niveau de toute la Lorraine. Après Metz, Nancy et Épinal, le 5 janvier, les gilets jaunes défilèrent ce samedi 12 janvier à Bar-Le-Duc, la préfecture de la Meuse.

Le week-end dernier, plus de deux mille personnes ont manifesté à Épinal, un nombre presque jamais vu dans une telle ville. Et les violences sont survenues en fin de manifestation quand les premiers gaz lacrymogènes sont arrivés. Vitrines fracassées, voiture de police renversée... « *Certaines violences me gênent bien sûr, mais toutes, non, car il y a des choses insupportables* », note Emmanuelle.

Point 2 de l'AG : la mise en place du covoiturage pour Bar-Le-Duc samedi. « *Je suis partant, mais je dois être rentré à 19 h pour récupérer mes gosses* », prévient un participant. « *Alors, la garde à vue sera courte* », lance son voisin. Le parcours est discuté, la crainte de la venue du black bloc ou de militants de Bure est évoquée. « *C'est à la fin que ça part en vrille, on partira tôt* », décide l'assemblée.

Point 3 : l'assemblée des assemblées. Un groupe de travail a été créé et rend compte. Plus de vingt-cinq demandes de groupes régionaux ont été faites. L'assemblée demande deux porte-paroles – un homme, une femme – par groupe avec s'ils le souhaitent des observateurs. « *Attention, la salle qu'on aura fait 250 places maxi, ce sera peut être pas suffisant au train où les demandes arrivent.* » À prévoir, l'hébergement, la nourriture, la cuisine collective, les frais...

Point 4 : le cas Éric Drouet, une des figures nationales du mouvement. « Reporter Youtube », comme il se fait appeler parce qu'il filme toutes les manifestations en Lorraine et des activités du groupe de Commercy, explique avoir été contacté par l'animateur de la France en colère. « *Il est peut être intéressé à venir, voilà, je vous transmets...* » Le personnage divise. Une partie de l'assistance se méfie. Une autre approuve. Voter, ne pas voter ? Le débat monte. Un compromis est trouvé : on votera non pas pour ou contre Drouet, mais pour décider si le groupe le contacte ou non. Le vote est favorable.

L'assemblée s'achève. D'autres actions ont été envisagées, quelques discussions se poursuivent. Et si tout cela s'arrêtait dans les semaines à venir ? « *Non, tant qu'il y aura cette situation sociale, ça continuera et si cela*

s'arrête, cela repartira à un moment ou un autre », assure Emmanuelle. Alain préfère se souvenir d'un blocage d'un péage, au début du mouvement. « *Il y avait un gars avec écrit sur son gilet "Heureux de voir qu'on est libre !" C'est pas mal, non ? Maintenant, il reste juste à écrire "Heureux de voir qu'on est égaux !".* » Alain salue, il doit repasser à la maison voir ses enfants.

Lire également dans Le Club de Mediapart les billets suivants:

[Gilets jaunes : Le deuxième appel de Commercy](#)

[Les Gilets jaunes de Commercy lancent une coordination nationale](#)

[Appel des Gilets jaunes de Commercy à des Assemblées populaires partout](#)

François Bonnet

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.